

La nationalisation du pétrole

José Luis Fuentes

Number 754, January–February 2012

L'Amérique latine : boussole pour les temps présents

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67077ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fuentes, J. L. (2012). La nationalisation du pétrole. *Relations*, (754), 24–27.

L'étincelle écosocialiste

L'Amérique latine se réveille, se soulève même. En cherchant à rompre avec le mode de production et de consommation dominant, elle brise le continuum de l'histoire et réclame la création d'un autre monde. Pour beaucoup, l'écosocialisme représente cette voie alternative.

LUIS MARTÍNEZ ANDRADE

L'auteur, doctorant en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, a récemment publié *Religión sin redención. Contradicciones sociales y sueños despiertos en América latina* (Éd. de Medianoche, Zacatecas, 2011)

Durant trois décennies (1970-2000), l'Amérique latine a souffert de l'expérience d'un système capitaliste à visage néocolonial. Certes, partout le système capitaliste se caractérise par le fétichisme du marché, l'accumulation du capital comme but en soi, l'appât du gain, la domination de la valeur d'échange de la marchandise, le productivisme et la logique du profit. Mais à la périphérie, comme en Amérique latine, la domination du capital prend des allures tragiques et grotesques, par le bouleversement des traditions et des identités, la rupture des liens sociaux et l'extinction des peuples et des cultures.

La modernité hégémonique masque le vrai visage du capitalisme : la marchandisation de la vie, le saccage des ressources naturelles, la pollution accrue des fleuves, des rivières et des mers, la déforestation – notamment l'agression de l'Amazonie –, bref, la destruction de la nature et la continuité sous bien des formes de l'exploitation humaine.

Mais en même temps, les groupes opprimés et les mouvements paysans et indigènes ont appris, essayé et développé des méthodes de résistance, voire des alternatives au modèle hégémonique. Ces pratiques à contre-courant se nourrissent non seulement d'éléments progressistes de la tradition (le respect de la nature, le primat du bien commun sur l'intérêt individuel, le lien avec la terre, l'éthique de la solidarité, l'économie morale), mais aussi des dimensions libératrices de la modernité. Parmi celles-ci, il y a la démocratie au sens non bourgeois du terme, c'est-à-dire la participation et la délibération populaires, et l'utilisation de la technologie en fonction des besoins de la société.

RÉSISTANCES PAYSANNES ET INDIGÈNES

Au sein des luttes paysannes latino-américaines, nous assistons actuellement à une convergence du socialisme et de l'écologie. Cette alliance participe d'un courant politique contemporain : l'écosocialisme. Le philosophe français André Gorz, un des inspirateurs de l'écosocialisme en Europe, insistait sur la nécessité de reconsidérer le monde vécu comme une dimension essentielle de l'existence et de défendre son milieu de vie dans le cadre d'un processus d'émancipation à l'égard de la rationalité économique dominante. Pour lui, l'économie de la gratuité et l'auto-

production communale coopérative représentent des utopies concrètes pour une véritable écologie politique. À cet égard, les luttes sociales et politiques radicales de deux mouvements sociaux brésiliens sont emblématiques.

Pensons d'abord au combat initié par le syndicaliste Francisco Mendès Alves Filho, plus connu sous le nom de Chico Mendes, dans les années 1970-1980. Cette lutte montre bien le lien entre la défense de la forêt amazonienne et le refus du capitalisme agricole prédateur. Fondateur des syndicats ruraux de Basiléia et de Xapuri, dans l'État d'Acre au Brésil, Chico Mendes est l'instigateur d'une lutte non-violente contre la déforestation de la forêt amazonienne portée par les *seringueiros* – des paysans

Au sein des luttes paysannes latino-américaines, nous assistons actuellement à une convergence du socialisme et de l'écologie.

vivant de la récolte artisanale de latex tiré de l'arbre à caoutchouc amazonien. Avec leurs familles, ils formaient une chaîne humaine pour bloquer les bulldozers de l'agro-business et des latifundistes (grands propriétaires terriens). Bien vite, les *seringueiros* ont trouvé un allié dans les communautés indigènes d'Amazonie. Ensemble, ils ont fondé l'Alliance des peuples de la forêt, en mars 1989. Chico Mendes, qui sera assassiné peu de temps avant, en décembre 1988, par des tueurs à gage à la solde d'un latifun-

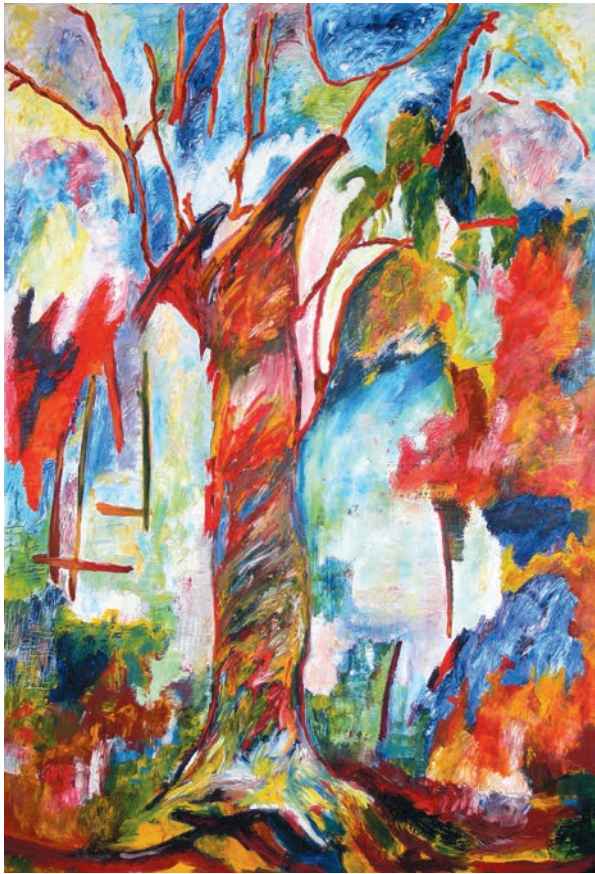
La nationalisation du pétrole

JOSÉ LUIS FUENTES

La nationalisation récente du pétrole au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, a pour objectif d'assurer, d'une part, une plus grande présence de l'État en tant qu'acteur prédominant dans la formulation et la réalisation des politiques pétrolières et, d'autre part, de garder la main sur les profits afin de garantir les revenus nécessaires au déploiement de programmes sociaux. Il ne s'agissait pas d'expulser des sociétés étrangères; elles ont pu continuer d'exploiter les champs pétroliers et de chercher de nouveaux gisements.

Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir une soixantaine d'années en arrière. À la fin des années 1950, le Venezuela a revendiqué la souveraineté sur ses ressources naturelles en réclamant aux pays qui les consommaient et aux entreprises qui les exploitaient une meilleure répartition des profits. Cela a conduit à

L'auteur est doctorant à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) en Équateur



diste, a bien expliqué le sens de cette alliance contre un ennemi commun, le capitalisme prédateur qui envahit leurs terres : « ensemble, nous pouvons défendre la nature qui est le lieu où nos gens ont appris à vivre, à élever leurs enfants et à développer leurs capacités, en harmonie avec la nature, l'environnement et tous les êtres qui habitent ici ».

1. Voir « La théologie de la libération, d'hier à aujourd'hui », *Relations*, n° 752, novembre 2011.

La figure de Chico Mendes illustre trois aspects caractéristiques de l'imaginaire sociopolitique des mouvements sociaux latino-américains : une lutte écologique des pauvres, dont l'enjeu est pour eux une question de vie et de mort; un christianisme de libération exprimé d'une manière particulière dans la théologie de la libération¹; un marxisme latino-américain (voir l'œuvre de José Carlos Mariátegui) sensible aux dimensions émancipatoires de la religion et des cultures indigènes.

LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE

Une autre lutte emblématique de l'alliance entre le socialisme et l'écologie, qui s'inscrit dans le sillage de l'héritage de Chico Mendes, est portée par le plus grand mouvement paysan de la lutte pour la terre au Brésil : le Mouvement des sans-terre (MST). Celui-ci devient le sujet de sa propre émancipation en pratiquant une politique offensive de réforme agraire, qui consiste à créer des *assentamentos* – parcelles de terre sur lesquelles s'établissent des paysans sans terre bénéficiaires de la réforme agraire. En 2009, on en dénombrait plus de 8000 dans tout le pays. Cependant, le combat du MST ne se limite pas à la possession de la terre; il vise aussi l'émergence d'une nouvelle société où l'agriculture paysanne, en tant que modèle opposé à celui de l'agro-business, sera en harmonie avec la nature. D'une façon générale, ce mouvement paysan essaie de détruire la triade latifundio-ignorance-capital, sur laquelle se fonde le système d'exclusion et de dépossession.

Claudia Bernal, sans titre (série *Femme cherche maison*), 2000, huile sur toile

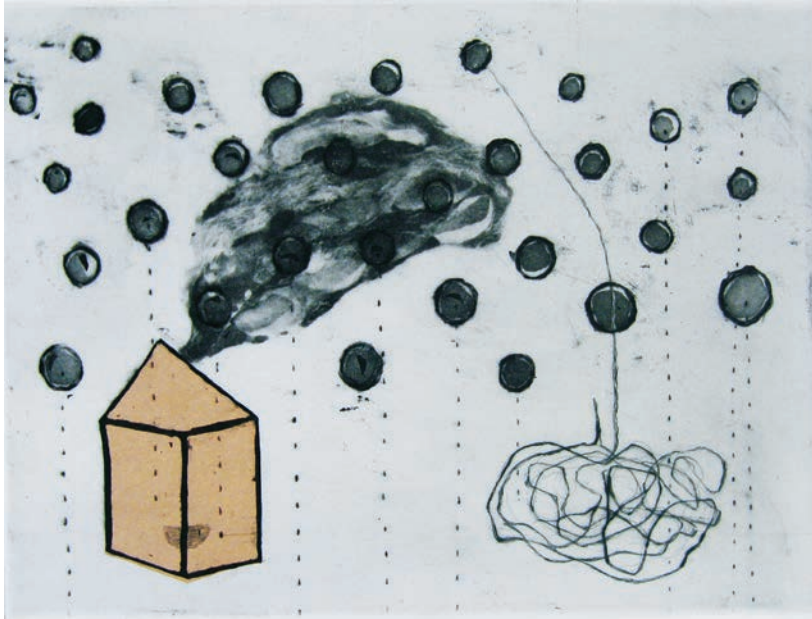
l'enclenchement d'un processus de nationalisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne et à la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en 1960 – dans laquelle le Venezuela a joué un rôle déterminant. En Bolivie, la révolution nationaliste des années 1950 a permis l'arrivée d'un gouvernement qui défendait les intérêts de la majorité de la population et qui brisait la mainmise des oligarchies – minières, par exemple – sur l'économie et la politique boliviennes. Dans le cas de l'Équateur, la découverte du potentiel pétrolifère de la région amazonienne, dans les années 1960-1970, a été à l'origine du coup d'État militaire de 1972. Un discours nationaliste a accompagné la réalisation d'un projet de modernisation financé à même les ressources provenant de l'exploitation des champs pétroliers, déclarés alors « ressources stratégiques nationales ».

MOUVEMENTS DE PRIVATISATION

À la suite de la crise économique mondiale des années 1970 et de la crise de la dette des années 1980 – qui a mis la table aux modèles néolibéraux de développement –, ces trois pays ont décidé d'appliquer des politiques d'ouverture aux

investissements privés de l'industrie d'hydrocarbures et minière. L'objectif des politiques pétrolières, tant au Venezuela qu'en Équateur, était d'accroître les niveaux de production en investissant à l'étranger afin d'y assurer des marchés, des acheteurs. Dans le cas vénézuélien, notamment, le gouvernement s'est engagé dans un vaste plan à trois volets : l'exploration de nouvelles zones de production, la reprise de la production de gisements anciens et l'expansion de l'industrie en acquérant des raffineries aux États-Unis et en Europe. Ce dernier volet impliquait que l'entreprise nationale *Petróleo de Venezuela S. A. (PDVSA)* commercialise des dérivés dans le marché nord-américain et acquière une plus grande autonomie dans la gestion des ressources par rapport au gouvernement, ouvrant ainsi la voie à la privatisation.

En ce qui concerne l'Équateur, le gouvernement a commencé à appliquer une nouvelle politique pétrolière en 1992. Celle-ci visait à augmenter la production dans les gisements pétroliers existants, en ayant recours aux investissements privés. Elle se voulait une réponse à la crise économique des années 1980, qui a particulièrement affecté la capacité de l'État de financer les programmes économiques



Claudia Bernal,
Traversée I, 2008,
eau-forte, aquarelle,
pointe-sèche,
chine collé

Il est vrai que pour effectuer une véritable réforme agraire, il faut changer les structures actuelles du pouvoir. En ce sens, le MST est conscient du rôle important du débat politique et de la lutte sociale. Contrairement à la logique capitaliste, qui est en train d'épuiser les ressources naturelles, une réforme agraire doit changer les paradigmes de production de l'énergie et des aliments, en lien avec la technologie. C'est ainsi que le MST récupère les exigences des ligues paysannes brésiliennes des années 1950 et 1960 et œuvre en faveur de la démocratisation de la société, en prenant au sérieux les rapports de pouvoir et les conflits de classes. Ces ligues paysannes avaient pour but non seulement la réforme agraire, mais également la défense des

droits des paysans, l'amélioration de leurs conditions de vie et, bien entendu, la construction d'une société démocratique. Après le coup d'État de 1964, elles furent durement réprimées, démembrées et leurs leaders assassinés.

Par ailleurs, le MST a manifesté sa solidarité avec des groupes indigènes non seulement dans leur combat pour l'accès à la terre, mais également dans leur lutte contre l'agrobusiness et la monoculture. En appui à leurs revendications, il garde une distance très critique par rapport aux «projets pharaoniques» de construction de barrages hydroélectriques en Amazonie. Ces projets, qui bénéficient princi-

palement aux élites du pays et aux grandes entreprises transnationales, ont des conséquences environnementales dramatiques. Les critères écologiques sont déterminants dans les prises de décision du MST. La notion de progrès, propre au capitalisme et à sa logique conduisant à la destruction des écosystèmes, ne guide pas les orientations du mouvement, ni celles de la plupart des autres mouvements sociaux. Le MST ne refuse évidemment pas la technologie. Mais il refuse d'en faire une fin en soi, comme le fait l'idéologie de la croissance. En somme, la convergence entre les préoccupations écologiques et les demandes sociales s'exprime autant dans le discours que dans les pratiques de ces mouvements.

et sociaux et qui l'a obligé à combler les déficits budgétaires chroniques. Ainsi, durant cette période, le secteur pétrolier a été partiellement privatisé.

LA REPRISE EN MAIN

Au milieu des années 1990, tant le discours souverainiste que les processus de nationalisation des ressources naturelles étaient considérés comme désuets et choses du passé. Mais à la fin de la décennie, les systèmes politiques du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur ont été ébranlés par un mécontentement croissant de la population et des acteurs politiques et économiques à l'égard des politiques néolibérales. La baisse du prix du pétrole, en 1998, et la crise économique qui s'ensuivit ont permis aux organisations émergentes, comme le Mouvement de la Cinquième République, au Venezuela, d'exiger le retrait de la politique d'«ouverture pétrolière», qui a pavé la voie à la privatisation du secteur pétrolier et ainsi privé l'État de rentes. Cette proposition a été intégrée à la plate-forme de luttes qui a conduit Hugo Chávez au pouvoir.

Une fois élu à la présidence du Venezuela, en 1998, Hugo Chávez tient un discours clairement nationaliste. Cela a

plusieurs conséquences sur l'industrie pétrolière. D'abord, l'exécutif politique exerce un contrôle plus grand sur l'entreprise PDVSA et ses filiales. Ensuite, l'État devient propriétaire majoritaire des opérateurs pétroliers qui avaient été livrés à des multinationales dans la période des politiques d'ouverture. Enfin, un projet d'intégration énergétique est mis de l'avant afin de diversifier les marchés. Ces mesures sont appliquées dans un contexte de conflits qui polarisent la société vénézuélienne. D'un côté, les partis politiques traditionnels, l'élite économique et syndicale et une grande partie de PDVSA s'opposent aux politiques de Chávez; de l'autre, de nombreux mouvements de gauche et organisations populaires appuient la décision du gouvernement d'augmenter les dépenses sociales par le contrôle et la distribution de la rente pétrolière. La confrontation politique de plus en plus aiguë se vit aussi au sein des forces armées. Une partie d'entre elles s'allie à l'opposition et, avec l'appui des États-Unis, tente sans succès un coup d'État le 11 avril 2002. En décembre 2002, une nouvelle tentative de déstabilisation, soutenue encore là par les États-Unis, prend la forme d'une grève lancée conjointement par les patrons et le syndicat de l'entreprise PDVSA, la

PROJET SOCIOPOLITIQUE

Telles sont donc, brossées à gros traits, les étincelles écosocialistes ces mouvements sociaux latino-américains. Il va sans dire que ces mouvements ne capituleront pas devant «l'eau glaciale du calcul égoïste» (Marx), dès lors que leurs rêves éveillés continueront à esquisser une société plus égalitaire, plus juste, plus démocratique. En ce sens, l'écosocialisme comme projet sociopolitique interpelle tous ceux et toutes celles qui rêvent d'un autre monde.

Car si on prend le cas du Brésil, en dépit de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement «de gauche» comme celui du Parti des travailleurs de Lula, la réforme agraire reste une demande non satisfaite alors que la production d'éthanol

ne cesse de croître. L'alliance que le gouvernement de Lula a établie avec l'agro-business a provoqué non seulement une hausse du prix des denrées alimentaires (en raison de la production de carburants à base de soja ou de sucre), mais aussi de terribles conséquences sur l'environnement.

En somme, la convergence entre les préoccupations écologiques et les demandes sociales s'exprime autant dans le discours que dans les pratiques de ces mouvements.

D'où l'urgence de pratiquer une démocratie radicale qui aura pour but de rompre avec le système hégémonique et de libérer la nature et les peuples opprimés. ●

Confédération des travailleurs du Venezuela, opposés à Chávez. L'objectif est de paralyser l'économie pour faire chuter le gouvernement. Mais trois mois plus tard, le gouvernement reprend le contrôle de l'entreprise et licencie 18 000 cadres et travailleurs accusés de boycotter ses activités.

En Équateur, l'application des mesures nationalistes a débuté en 2006 avec la révocation par l'État d'un contrat qui le liait à Occidental Petroleum, une grande pétrolière américaine. Le gouvernement équatorien a ensuite assuré une meilleure répartition des profits sans précédent, générés par la hausse des prix du pétrole de 2003. Enfin, le gouvernement de Rafael Correa a renégocié tous les contrats pétroliers de manière à ce que l'État impose dorénavant sa souveraineté sur le pétrole non raffiné.

En Bolivie, une fois arrivé au pouvoir, le gouvernement d'Evo Morales a décrété la nationalisation de l'industrie gazière. Cela a particulièrement affecté les intérêts de l'entreprise brésilienne Petrobras et de Repsol, une société argentine. À la suite de négociations avec les gouvernements de ces deux pays, Petrobras et Repsol ont accepté l'élévation de la valeur du gaz extrait.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

AJOIT, Guy, HOUTART, François et DUTERME, Bernard, *Amérique latine : à gauche toute?*, Louvain-la-Neuve/Charleroi, CETRI/Couleurs livres, 2008.

BRUNELLE, Dorval, *Chroniques des Amériques. Du Sommet de Québec au Forum social mondial*, Québec, PUL, 2010.

CORTEN, André (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.

DUMÉNIL, Gérard et LÖWY, Michael (dir.), *L'Amérique latine en lutte hier et aujourd'hui*, Paris, PUF, 2007.

HARNECKER, Marta, *Amérique latine, laboratoire pour un socialisme du XXI^e siècle*, Paris, Utopia, 2010.

HERRERA, Rémy, *Les avancées révolutionnaires en Amérique latine : des transitions socialistes au XXI^e siècle?*, Lyon, Parangon-VS, 2010.

MARQUES-PEREIRA, Bérengère et GARIBAY, David (dir.), *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.

MOUTERDE, Pierre, *Quand l'utopie ne désarme pas : les pratiques de la gauche latino-américaine*, Montréal, Écosociété, 2002.

ORTIS, Jean (dir.), *De Bolivar aux libertadors d'aujourd'hui, l'Amérique latine insoumise*, Paris, Atlantica, 2011.

PEÑAFIEL, Ricardo et al. (dir.), *Penser le politique en Amérique latine : la récréation des espaces et des formes du politique*, Paris, Karthala, 2009.

SAINT-UPÉRY, Marc, *Le rêve de Bolivar : le défi des gauches-sud-américaines*, Paris, La Découverte, 2007.

TOUSSAINT, Éric, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale : alternatives au capitalisme néolibéral*, Liège/Paris, CADTM/Syllepse, 2008.

VOMMARO, Gabriel (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2008.

REVUES

À bâbord!, dossier «Amérique latine : virage à gauche», n° 27, janvier 2009.

Alternatives Sud, revue du Centre tricontinental (CETRI)

Caminando, revue du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

Manière de voir, dossiers «Amérique latine rebelle», n° 90, janvier 2007; «L'Amérique latine en effervescence», n° 69, juillet 2003.

Problèmes d'Amérique latine, dossiers «Mutations des gauches latino-américaines», n° 71, 2009; «Amérique latine, conflits et environnement», n° 70, 2008.

Relations, «La théologie de la libération, d'hier à aujourd'hui», n° 752, novembre 2011; M. Mazalto, «Climax politique en Bolivie», n° 742, août 2010; R. Peñafiel, «La droite au pouvoir au Chili : changement ou continuité?», n° 741, juin 2010; «Le combat contre l'impunité», n° 739, mars 2010 et plusieurs autres au <www.revue.relations.qc.ca>.

FILMS

Evo Morales : la voix d'un peuple de Bruno Lorrà et Grégoire Schepard, 2007.

L'Amérique Latine à la reconquête d'elle-même de Gonzalo Arijon, France, 2009.

Les femmes de la Brukman de Isaac Isitan, Québec, 2006.

SITES

<www.cetri.be> : Centre tricontinental

<www.cadtm.org> : Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde

<www.cdhal.org> : Comité pour les droits humains en Amérique latine

<www.gripal.ca> : Groupe sur les imaginaires politiques en Amérique latine

<www.ameriques.uqam.ca> :

Observatoire des Amériques

<www.cerium.ca/REAL> : Réseau d'études sur l'Amérique latine